

ONU, la mascarade diplomatique qui blanchit Israël de ses crimes.

À New York, on présente la reconnaissance d'un « État palestinien » comme une avancée historique. En réalité, c'est une immense mascarade diplomatique. Sous prétexte de paix et de « solution à deux États », la France, l'Arabie saoudite et plusieurs pays occidentaux sont en train d'effacer le droit international, de blanchir Israël de ses crimes et d'imposer aux Palestiniens un État fantoche, démilitarisé, sous contrôle étranger et privé de toute souveraineté réelle.

On nous parle de démocratie conditionnelle, de désarmement du Hamas, de réformes imposées, de privatisation économique et même de la fin de l'UNRWA. En clair : un État palestinien sans armée, sans indépendance, sans droit au retour pour les réfugiés, mais parfaitement aligné sur les exigences sécuritaires et économiques d'Israël. Un État vitrine destiné à légitimer l'expansionnisme colonial.

Pire encore : le texte et surtout « l'Appel de New York » effacent sciemment la réalité du génocide en cours à Gaza. Jamais le mot n'est prononcé. Jamais la responsabilité d'Israël n'est désignée. Au contraire, les signataires reprennent la rhétorique israélienne en criminalisant la résistance palestinienne et en réduisant la tragédie de Gaza à un simple problème humanitaire. Dans le même souffle, ils appellent à « normaliser » les relations avec Israël, comme si cet État ne foulait pas aux pieds le droit international depuis des décennies. C'est là une manœuvre de grande envergure : faire disparaître les acquis historiques de 2024, lorsque la Cour internationale de justice et l'Assemblée générale avaient exigé la fin de l'occupation et reconnu le caractère génocidaire des crimes à Gaza. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Rien, sinon la tentative cynique de transformer la Palestine en protectorat docile, pendant qu'Israël continue son entreprise de destruction.

Face à cette trahison, il faut être clair : ce que l'ONU s'apprête à avaliser n'est pas la naissance d'un État palestinien libre, mais son enterrement. Derrière les mots de paix se cache la protection d'Israël et l'effacement programmé du génocide. Les peuples ne doivent pas se laisser tromper par ce faux récit. Ils doivent exiger de leurs gouvernements le respect intégral du droit international, l'arrêt du siège et de l'occupation, et surtout, la mise en accusation de tous les responsables — politiques et militaires — des crimes commis.

Sans justice internationale, pas de paix véritable.

Thierry Michel
15 septembre 2025

The UN, the diplomatic charade that whitewashes Israel of its crimes.

In New York, the recognition of a "Palestinian state" is presented as a historic advance. In reality, it is a huge diplomatic charade. Under the pretext of peace and a "two-state solution," France, Saudi Arabia, and several Western countries are erasing international law, whitewashing Israel of its crimes, and imposing on the Palestinians a puppet state, demilitarized, under foreign control, and deprived of any real sovereignty.

We are told of conditional democracy, the disarmament of Hamas, imposed reforms, economic privatization, and even the end of UNRWA. In short: a Palestinian state without an army, without independence, without a right of return for refugees, but perfectly aligned with Israel's security and economic demands. A showcase state designed to legitimize colonial expansionism.

Worse still, the text, and especially the "New York Appeal," knowingly erase the reality of the ongoing genocide in Gaza. The word is never spoken. Israel's responsibility is never identified. On the contrary, the signatories echo Israeli rhetoric by criminalizing Palestinian resistance and reducing the tragedy in Gaza to a mere humanitarian problem. In the same breath, they call for "normalizing" relations with Israel, as if that state hasn't been trampling on international law for decades. This is a far-reaching maneuver: to erase the historic achievements of 2024, when the International Court of Justice and the General Assembly demanded an end to the occupation and recognized the genocidal nature of the crimes in Gaza. What remains today? Nothing, except a cynical attempt to transform Palestine into a docile protectorate, while Israel continues its destructive enterprise.

Faced with this betrayal, we must be clear: what the UN is preparing to endorse is not the birth of a free Palestinian state, but its burial. Behind the words of peace lies the protection of Israel and the planned erasure of the genocide. People must not be fooled by this false narrative. They must demand from their governments full respect for international law, an end to the siege and occupation, and, above all, the indictment of all those responsible—political and military—for the crimes committed.

Without international justice, there can be no true peace.

Thierry Michel
September 15, 2025